

Vu la délibération du Gouvernement en date du 3 septembre 2003;

Arrête :

Article 1^{er}. Les points 2^o et 3^o de l'alinéa 1^{er} de l'article 107 de l'arrêté du Régent du 11 février 1946 portant approbation des titres I^{er} et II du Règlement général pour la protection du travail, sont modifiés comme suit :

« 2^o cinq membres présentés par les organisations représentatives des employeurs; »

« 3^o cinq membres présentés par les organisations représentatives des travailleurs; »

Art. 2. Le Ministre ayant la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 septembre 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française,
La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 4002

[2003/201170]

9 SEPTEMBER 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van artikel 107 van het besluit van de Regent van 11 februari 1946 houdende goedkeuring van de titels I en II van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, inzonderheid op artikel 1, § 2, lid 1;

Gelet op het besluit van de Regent van 11 februari 1946 houdende goedkeuring van de titels I en II van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, inzonderheid op artikel 107, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 juli 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 3 september 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 19 juni 2003 over de aanvraag aan de Raad van State om advies te verlenen binnen een maximale termijn van één maand;

Gelet op het advies nr 35.638/2/V van de Raad van State, gegeven op 22 juli 2003, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wier bevoegdheid de Gezondheid behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering op 3 september 2003,

Besluit :

Artikel 1. De punten 2^o en 3^o van lid 1 van het besluit van de Regent van 11 februari 1946 houdende goedkeuring van de titels I en II van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, worden als volgt gewijzigd :

« 2^o vijf leden voorgedragen door de vakverenigingen van de werkgevers; »

« 3^o vijf leden voorgedragen door de vakverenigingen van de werknemers; ».

Art. 2. De Minister tot wier bevoegdheid de Gezondheid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 september 2003

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 4003

[C - 2003/31504]

4 SEPTEMBRE 2003. — Arrêté 2003/706 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 24 février 2000 relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions aux entreprises de travail adapté, tel que modifié

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 36, 37 et 38;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 24 février 2000 relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions aux entreprises de travail adapté agréées, tel que modifié par l'arrêté du 6 juin 2002 du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 26 juin 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 juillet 2003;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 16 juillet 2003;

Vu la délibération du Collège sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 35.730/2/V du Conseil d'Etat, donné le 11 août 2003, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinea 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Politique des Personnes handicapées;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. L'article 36, 1°, *f*, de l'arrêté du 24 février 2000, tel que modifié par l'arrêté du 6 juin 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« un membre du personnel commercial ou un membre du personnel technique employé repris sous les titres 5 A à 5 G de l'annexe 4 du présent arrêté ou un membre du personnel technique ouvrier et de production repris sous les titres 7 A à 7 C de l'annexe 4 du présent arrêté, quart-temps par tranche de 25 unités;

Dans cette limite, l'entreprise peut bénéficier d'une intervention pour au maximum un responsable technique et un informaticien licencié; si l'entreprise ne peut bénéficier d'une intervention totale ou partielle pour un membre du personnel occupant la fonction de responsable technique ou d'informaticien licencié, elle peut solliciter pour cette personne une intervention correspondant respectivement à la fonction de gestionnaire technique ou d'informaticien gradué. »

Art. 3. A l'article 36, 2°, *a*, de l'arrêté du 24 février 2000, tel que modifié par l'arrêté du 6 juin 2002, le mot « 5 E » est remplacé par le mot « 5 G ».

A l'article 36, 2°, *b*, de l'arrêté du 24 février 2000, tel que modifié par l'arrêté du 6 juin 2002, le mot « 5 F » est remplacé par le mot « 5 G ».

Art. 4. L'article 37, alinéa premier, de l'arrêté du 24 février 2000, tel que modifié par l'arrêté du 6 juin 2002, est remplacé par la disposition rédigée comme suit :

« Pour les membres du personnel d'encadrement, le montant pris en considération pour le calcul de l'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale est le barème correspondant au titre de la fonction admise par l'Administration, tel que précisé à l'annexe 4 du présent arrêté.

Toutefois, au-delà des normes minimales d'encadrement visées par les articles 24 et 36 et par dérogation à l'article 23, § 1^{er}, du présent arrêté, l'entreprise peut affecter un travailleur à l'exercice d'une fonction pour laquelle il ne satisfait pas aux critères de qualification fixés par l'annexe 4 du présent arrêté. Dans ce cas particulier, l'entreprise le rémunère à hauteur du barème correspondant à la fonction qu'il occupe alors que le montant pris en considération pour le calcul de l'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale est limité au barème de la fonction la plus haute correspondant à la qualification du travailleur. »

Art. 5. L'annexe 4 de l'arrêté du 24 février 2000 est remplacée par l'annexe unique du présent arrêté.

Art. 6. Dans l'arrêté du 24 février 2000, est insérée la disposition rédigée comme suit :

« Art. 68*bis*. Le membre du personnel accomplissant les fonctions de directeur dans une entreprise, et subventionné comme tel par la Commission communautaire française, à la date du 1^{er} janvier 1997, est considéré comme remplissant les conditions de qualification afférentes à la fonction de directeur visée à l'annexe 4 du présent arrêté.

Pour les emplois de membres du personnel occupant une fonction liée à un barème 14, 15 ou 16, à la date du 1^{er} juillet 2001, le montant pris en considération pour le calcul de l'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale est le barème correspondant à la qualification exigée pour la fonction qu'il occupe sans être inférieur au barème 16. »

Art. 7. Dans l'arrêté du 24 février 2000, est insérée la disposition rédigée comme suit :

« Art. 68*ter*. Les membres du personnel occupant une fonction de moniteur de niveau 2 ou de niveau 3 à la date du 30 juin 2003 sont considérés comme remplissant les conditions de qualification afférentes respectivement à la fonction de moniteur de niveau 2 ou de niveau 3 et sont subsidiables comme tels. »

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003, à l'exception de l'article 6 qui produit ses effets au 1^{er} juillet 2001.

Art. 9. Le membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 septembre 2003.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du collège

W. DRAPS,

Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège, chargé du Budget

Annexe 1^{re} de l'Arrêté 2003/706 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'Arrêté 99/262/B du Collège de la Commission communautaire française du 24 février 2000 relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions aux Entreprises de travail adapté agréées, tel que modifié par l'Arrêté 2001/1071 du 6 juin 2002

TITRE	PROFIL DE FONCTION	EXIGENCES MINIMALES DE QUALIFICATION	Code BAREME
1. PERSONNEL DE DIRECTION			
A. Directeur	Il dirige et coordonne une ETA dont il assure la responsabilité générale.	Enseignement supérieur non universitaire et faire preuve d'une connaissance particulière des problèmes rencontrés par les personnes handicapées et 3 ans d'expérience dans une fonction de direction ou dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans le secteur des ETA.	13
B. Directeur adjoint	Il dirige et coordonne un ou plusieurs départements (sections - services) d'une ETA et en assure la responsabilité générale.	soit, enseignement supérieur non universitaire et 3 ans d'expérience professionnelle; soit, enseignement secondaire supérieur et 5 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans le secteur des ETA.	14
C. Assistant de direction	Il seconde le directeur. Il peut être responsable d'un ou de plusieurs départements mais ne peut engager l'ETA au-delà de la gestion quotidienne.	soit, enseignement supérieur non universitaire et 3 ans expérience professionnelle; soit, enseignement secondaire supérieur et 5 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans le secteur des ETA ou dans une fonction administrative.	15
2. PERSONNEL ADMINISTRATIF			
A. Responsable administratif	Il dirige, organise, exécute des fonctions complexes et contrôle l'administration... Il est gestionnaire d'une équipe administrative.	soit, enseignement supérieur non universitaire et 3 ans d'expérience professionnelle; soit, enseignement secondaire supérieur et 5 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans le secteur des ETA ou dans une fonction administrative.	15
B. Personnel administratif "niv. 1" (notamment secrétaire de direction, comptable,...)	Collaborateur administratif qualifié : il gère des dossiers administratifs sous la responsabilité de la direction ou du responsable administratif.	soit, enseignement supérieur non universitaire; soit, enseignement secondaire supérieur et 3 ans d'expérience professionnelle dans une fonction administrative. Il n'y a pas d'assimilation pour les fonctions de secrétaire de direction ou de comptable.	16
C. Personnel administratif "niv. 2 A"	Collaborateur administratif expérimenté et autonome : secrétaire, employé achat, employé salaire, employé facturation, employé administratif, aide-comptable.	soit, enseignement supérieur non universitaire; soit, enseignement secondaire supérieur avec 2 ans d'expérience professionnelle dans une fonction administrative; soit, enseignement secondaire inférieur avec 5 ans d'expérience professionnelle dans une fonction administrative; soit, 3 ans d'expérience professionnelle dans une fonction de barème 18 ou 19.	17
D. Personnel administratif "niv. 2 B"	Collaborateur administratif : secrétaire, employé facturation, employé achat, employé administratif, employé salaires, aide-comptable.	soit, enseignement secondaire supérieur; soit, enseignement secondaire inférieur avec 2 ans d'expérience professionnelle dans une fonction administrative; soit, 3 ans d'expérience professionnelle comme une fonction de personnel administratif "niv. 3".	19
E. Personnel administratif "niv. 3"	Collaborateur administratif général : courrier, dactylo,... Ce personnel travaille toujours sous la responsabilité d'un autre membre du personnel.	soit, enseignement secondaire inférieur; soit, 6 ans dans l'enseignement spécial; soit, contrat d'adaptation professionnel en circuit ordinaire; soit, certificat d'apprentissage; soit, formation professionnelle spécifique; soit, 2 ans d'expérience professionnelle dans une fonction administrative.	20

TITRE	PROFIL DE FONCTION	EXIGENCES MINIMALES DE QUALIFICATION	Code BAREME
3. PERSONNEL COMMERCIAL			
A. Agent technico-commercial	Prospection de la clientèle. Il évalue et gère les besoins du client. Il calcule les prix et gère entre autres les devis.	soit, enseignement supérieur non universitaire; soit, enseignement secondaire supérieur et 3 ans d'expérience professionnelle dans une fonction commerciale ou dans un des secteurs économiques de l'ETA; soit, 7 ans d'expérience professionnelle dans une fonction de barème 17.	16
B. Délégué commercial	Il travaille sous la responsabilité d'un supérieur hiérarchique : prospection de la clientèle, évaluation des besoins des clients et calcul des prix.	soit, enseignement supérieur non universitaire; soit, enseignement secondaire supérieur avec 2 ans d'expérience professionnelle dans une fonction commerciale ou dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire; soit, enseignement secondaire inférieur avec 5 ans d'expérience professionnelle dans une fonction commerciale ou dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire; soit, 3 ans d'expérience professionnelle dans une fonction de barème 18 ou 19.	17
C. Assistant commercial	Prospection clientèle, vente et/ou assistance à l'agent technico-commercial ou au délégué commercial.	soit, enseignement secondaire supérieur; soit, enseignement secondaire inférieur avec 2 ans d'expérience professionnelle dans une fonction commerciale ou dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire; soit, 3 ans d'expérience professionnelle comme personnel administratif d'exécution niveau 3 ou dans une fonction commerciale ou dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire.	19
4. PERSONNEL PSYCHO-PARAMEDICO-SOCIAL			
A. Psychologue ou Kinésithérapeute		Enseignement supérieur universitaire.	15
B. Assistant social ou Assistant en psychologie	Accompagnement social ou psychologique.	Enseignement supérieur non universitaire.	16
C. Para-médical gradué	Kinésithérapie, ergothérapie, infirmière sociale	Enseignement supérieur non universitaire.	16
5. PERSONNEL TECHNIQUE EMPLOYE			
A. Responsable technique	Responsabilité gestion bâtiment, entretien, énergies, sécurité : exécution, administration, responsabilité générale, conception de projets.	soit, enseignement supérieur non universitaire et 3 ans d'expérience professionnelle; soit, enseignement secondaire supérieur et 5 ans d'expérience professionnelle dans une fonction technique ou logistique; soit, 3 ans d'expérience professionnelle comme gestionnaire technique.	15
B. Informaticien licencié		Enseignement universitaire à orientation informatique, électronique ou électromécanique.	15
C. Informaticien gradué		Enseignement supérieur non universitaire à orientation informatique, électronique ou électromécanique.	16
D. Gestionnaire technique	Il gère sous la responsabilité d'un supérieur hiérarchique : bâtiments, entretien, énergies, sécurité conception de projets	soit, enseignement supérieur non universitaire; soit, enseignement secondaire supérieur et 2 ans d'expérience professionnelle dans une fonction technique ou logistique; soit, 7 ans d'expérience professionnelle dans une fonction de barème 17.	16
E. Agent technique qualifié "niv. 1"	Il gère et effectue de façon autonome un travail spécialisé exigeant compétence professionnelle, initiative et sens des responsabilités (Electricité - Electronique - Informatique - Automation - Régulation - Mécanique...)	soit, enseignement supérieur non universitaire; soit, enseignement secondaire supérieur avec 2 ans d'expérience professionnelle dans une fonction technique; soit, enseignement secondaire inférieur avec 5 ans d'expérience professionnelle dans une fonction technique; soit, 3 ans d'expérience professionnelle dans une fonction de barème 18 ou 19.	17

TITRE	PROFIL DE FONCTION	EXIGENCES MINIMALES DE QUALIFICATION	Code BAREME
<i>F. a.</i> Agent technique qualifié "niv. 2" accompagnateur	Il exécute avec dextérité et de manière autonome un travail diversifié exigeant initiative et raisonnement et comportant la reponsabilité de son exécution. Il aide un moniteur en accompagnant une équipe de quelques travailleurs dont il fait partie.	soit, enseignement secondaire supérieur; soit, enseignement secondaire inférieur avec 2 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire; soit, 3 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire.	19 + 25 (195)
<i>F. b.</i> Agent technique qualifié "niv. 2"	Il exécute avec dextérité et de manière autonome un travail diversifié exigeant initiative et raisonnement et comportant la reponsabilité de son exécution.	soit, enseignement secondaire supérieur; soit, enseignement secondaire inférieur avec 2 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire; soit, 3 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire.	19
<i>G. a.</i> Agent technique semi-qualifié accompagnateur	Il exécute avec dextérité et de façon autonome un travail diversifié mais avec un niveau d'initiative limité. Sa responsabilité est limitée par des contrôles occasionnels. Il aide un moniteur en accompagnant une équipe de quelques travailleurs dont il fait partie.	soit, enseignement secondaire inférieur; soit, contrat d'adaptation professionnelle en circuit ordinaire; soit, certificat d'apprentissage; soit, 6 ans dans l'enseignement spécial; soit, formation professionnelle spécifique; soit, 2 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire.	21 + 25 (215)
<i>G. b.</i> Agent technique semi-qualifié	Il exécute avec dextérité et de façon autonome un travail diversifié mais avec un niveau d'initiative limité. Sa responsabilité est limitée par des contrôles occasionnels.	soit, enseignement secondaire inférieur; soit, contrat d'adaptation professionnelle en circuit ordinaire; soit, certificat d'apprentissage; soit, 6 ans dans l'enseignement spécial; soit, formation professionnelle spécifique; soit, 2 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire.	21
<i>H.</i> Agent technique non qualifié	Il exécute de façon autonome des travaux simples et diversifiés. Sa responsabilité est limitée par des contrôles réguliers.	Rien n'est requis.	22
6. PERSONNEL MONITEUR			
<i>A.</i> Chef moniteur	En plus des missions attribuées aux moniteurs de "niv. 1", il a la responsabilité d'une équipe de moniteurs et de leurs travailleurs handicapés. Il gère le planning, la préparation des travaux et l'équipement de plusieurs équipes ou secteurs. Il répartit les tâches vis-à-vis des moniteurs. Il assure une concertation au point de vue professionnel et social pour plusieurs équipes ou sections.	soit, enseignement supérieur non universitaire et 3 ans d'expérience professionnelle; soit, enseignement secondaire supérieur et 5 ans d'expérience professionnelle dans l'encadrement de personnes handicapées ou dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire; soit, 3 ans d'expérience professionnelle comme moniteur "niv. 1".	15
<i>B.</i> Moniteur "niv. 1"	Il encadre les travailleurs handicapés et est responsable de la qualité du travail. Il assume les responsabilités suivantes : organisation du planning du travail, contacts avec la clientèle, adaptation des postes de travail, accueil et formation des travailleurs handicapés au sein de la section, gestion des relations de travail et de certains problèmes individuels au sein de l'équipe. Il participe à l'évaluation des capacités des travailleurs.	soit, enseignement supérieur non universitaire; soit, enseignement secondaire supérieur et 2 ans d'expérience professionnelle dans l'encadrement de personnes handicapées ou dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire; soit, 7 ans d'expérience professionnelle comme moniteur "niv. 2".	16

TITRE	PROFIL DE FONCTION	EXIGENCES MINIMALES DE QUALIFICATION	Code BAREME
C. Moniteur "niv. 2"	<p>Il encadre et est responsable d'une équipe avec laquelle il travaille.</p> <p>Il participe au planning de cette équipe et contrôle la qualité du travail sous la responsabilité d'une tierce personne.</p> <p>Il participe à la formation professionnelle des travailleurs handicapés.</p>	<p>soit, enseignement supérieur non universitaire;</p> <p>soit, enseignement secondaire supérieur avec 2 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire ou dans l'encadrement de personnes handicapées;</p> <p>soit, enseignement secondaire inférieur avec 5 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire ou dans l'encadrement de personnes handicapées;</p> <p>soit, 3 ans d'expérience professionnelle dans une fonction de barème 18 ou 19.</p>	17
D. Moniteur "niv. 3"	<p>Il encadre et est responsable d'une petite équipe sous la supervision régulière d'une tierce personne et participe au travail et au contrôle final.</p>	<p>soit, enseignement secondaire supérieur;</p> <p>soit, enseignement secondaire inférieur avec 2 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire ou dans l'encadrement de personnes handicapées;</p> <p>soit, 3 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire ou dans l'encadrement de personnes handicapées.</p>	18
7. PERSONNEL TECHNIQUE OUVRIER ET DE PRODUCTION			
A. Ouvrier qualifié "niv. 1"	<p>Il gère et effectue de façon autonome un travail spécialisé exigeant une compétence professionnelle, de l'initiative et le sens des responsabilités.</p> <p>(Electricité - Electronique - Electromécanique - Informatique - Automation - Régulation - Mécanique,...)</p>	<p>soit, enseignement supérieur non universitaire;</p> <p>soit, enseignement secondaire supérieur avec 2 ans d'expérience professionnelle dans une fonction technique;</p> <p>soit, enseignement secondaire inférieur avec 5 ans d'expérience professionnelle dans une fonction technique;</p> <p>soit, 3 ans d'expérience professionnelle dans une fonction de barème 18 ou 19.</p>	17
B. a. Ouvrier qualifié "niv. 2" accompagnateur	<p>Il exécute avec dextérité et de façon autonome un travail diversifié exigeant initiative et raisonnement et comportant la responsabilité de son exécution.</p> <p>Il aide un moniteur en accompagnant une équipe de quelques travailleurs dont il fait partie.</p>	<p>soit, enseignement secondaire supérieur;</p> <p>soit, enseignement secondaire inférieur avec 2 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire;</p> <p>soit, 3 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire.</p>	19 + 25 (195)
B. b. Ouvrier qualifié "niv. 2"	<p>Il exécute avec dextérité et de façon autonome un travail diversifié exigeant initiative et raisonnement et comportant la responsabilité de son exécution.</p>	<p>soit, enseignement secondaire supérieur;</p> <p>soit, enseignement secondaire inférieur avec 2 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire;</p> <p>soit, 3 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire.</p>	19
C. a. Ouvrier semi-qualifié accompagnateur	<p>Il exécute avec dextérité et de façon autonome un travail diversifié mais avec un niveau d'initiative limité.</p> <p>Sa responsabilité est limitée par des contrôles occasionnels.</p> <p>Il aide un moniteur en accompagnant une équipe de quelques travailleurs dont il fait partie.</p>	<p>soit, enseignement secondaire inférieur;</p> <p>soit, contrat d'adaptation professionnelle en circuit ordinaire;</p> <p>soit, certificat d'apprentissage;</p> <p>soit, 6 ans dans l'enseignement spécial;</p> <p>soit, formation professionnelle spécifique;</p> <p>soit, 2 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire.</p>	21 + 25 (215)
C. b. Ouvrier semi-qualifié	<p>Il exécute avec dextérité et de façon autonome un travail diversifié mais avec un niveau d'initiative limité.</p> <p>Sa responsabilité est limitée par des contrôles occasionnels.</p>	<p>soit, enseignement secondaire inférieur;</p> <p>soit, contrat d'adaptation professionnelle en circuit ordinaire;</p> <p>soit, certificat d'apprentissage;</p> <p>soit, 6 ans dans l'enseignement spécial;</p> <p>soit, formation professionnelle spécifique;</p> <p>soit, 2 ans d'expérience professionnelle dans un des secteurs économiques de l'ETA ou dans un secteur économique similaire.</p>	21

TITRE	PROFIL DE FONCTION	EXIGENCES MINIMALES DE QUALIFICATION	Code BAREME
D. Ouvrier non-qualifié "niv. 1"	Il exécute de façon autonome des travaux simples et diversifiés. Sa responsabilité est limitée par des contrôles réguliers.	Rien n'est requis.	22
E. Ouvrier non-qualifié "niv. 2"	Cette fonction est réservée à une personne handicapée. Travaux simples dont l'exécution requiert, soit un effort physique important, soit une attention soutenue, et un apprentissage pratique élémentaire. Des contrôles fréquents sont nécessaires.	Rien n'est requis.	23
F. Ouvrier non-qualifié "niv. 3"	Cette fonction est réservée à une personne handicapée. Travaux simples dont l'exécution requiert, soit un effort physique de moyenne importance, soit une attention de moyenne importance. Des contrôles fréquents sont indispensables.	Rien n'est requis.	24
G. Ouvrier non-qualifié "niv. 4"	Cette fonction est réservée à une personne handicapée. Travaux simples dont l'exécution ne requiert qu'un effort physique peu important et une attention élémentaire. Des contrôles constants sont indispensables.	Rien n'est requis.	24

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 4003

[C — 2003/31504]

4 SEPTEMBER 2003. — Besluit 2003/706 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 februari 2000 betreffende de erkenning, tegemoetkoming en subsidiëring van ondernemingen met aangepast werk, zoals gewijzigd

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid de artikelen 36, 37 en 38;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 februari 2000 betreffende de erkenning, tegemoetkoming en subsidiëring van ondernemingen met aangepast werk, zoals gewijzigd door het besluit van 6 juni 2002 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Sectie « gehandicapten » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, gegeven op 26 juni 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 juli 2003;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de Begroting, gegeven op 16 juli 2003;

Gelet op de beraadslaging van het College omtrent het verzoek om een advies van de Raad van State binnen een termijn van maximaal één maand;

Gelet op het advies nr. 35.730/2/V van de Raad van State, gegeven op 11 augustus 2003, bij toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het Collegelid belast met het Gehandicaptenbeleid;

Na te hebben beraadslaagd,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 36, 1°, f, van het besluit van 24 februari 2000, zoals gewijzigd door het besluit van 6 juni 2002, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« een commercieel of technisch bediende hernomen onder de titels 5 A tot 5 G van bijlage 4 van dit besluit of een arbeider B technisch of productie B hernomen onder de titels 7 A tot 7 C van bijlage 4 van dit besluit, 1/4-tijds per schijf van 25 eenheden;

Binnen deze limiet kan de onderneming een tegemoetkoming genieten voor maximum één technisch manager en één licentiaat in de informatica; indien de onderneming geen volledige of gedeeltelijke tegemoetkoming kan genieten voor een personeelslid dat de functie van technisch manager of licentiaat in de informatica bekleedt, kan ze voor deze persoon een tegemoetkoming vragen die overeenstemt met de functie van respectievelijk hoger geschoold technicus of geïnduceerde in de informatica. »

Art. 3. In artikel 36, 2°, a, van het besluit van 24 februari 2000, zoals gewijzigd door het besluit van 6 juni 2002 wordt het woord « 5 E » vervangen door het woord « 5 G ».

In artikel 36, 2°, b, van het besluit van 24 februari 2000, zoals gewijzigd door het besluit van 6 juni 2002 wordt het woord « 5 F » vervangen door het woord « 5 G ».

Art. 4. Artikel 37, eerste lid, van het besluit van 24 februari 2000, zoals gewijzigd door het besluit van 6 juni 2002, wordt vervangen door de als volgt opgestelde bepaling :

« Voor de leden van het begeleidingspersoneel is het bedrag dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale zekerheidsbijdragen gelijk aan het barema dat overeenstemt met de door het bestuur aanvaarde titel van de functie, zoals gepreciseerd in bijlage 4 van dit besluit.

Evenwel, afgezien van de in de artikelen 24 en 36 bedoelde minimumbegeleidingsnormen en in afwijking van artikel 23, § 1, van dit besluit, kan de onderneming een werknemer inschakelen voor de uitoefening van een functie waarvoor hij niet voldoet aan de in bijlage 4 van dit besluit vastgestelde bekwaamheidscriteria. In dit bijzonder geval, bezoldigt de onderneming hem naar rato van het barema dat overeenstemt met de functie die hij bekleedt, terwijl het bedrag dat in aanmerking genomen wordt voor de berekening van de tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale zekerheidsbijdragen begrensd is tot het barema van de hoogste functie die overeenstemt met de kwalificatie van de werknemer. »

Art. 5. Bijlage 4 van het besluit van 24 februari 2000 wordt vervangen door de unieke bijlage van dit besluit.

Art. 6. In het besluit van 24 februari 2000 wordt de als volgt opgestelde bepaling ingelast :

« Art. 68bis. Het personeelslid dat de functie van directeur bekleedt in een onderneming, en als dusdanig betoelaagd wordt door de Franse Gemeenschapscommissie op datum van 1 januari 1997, is verondersteld te voldoen aan de bekwaamheidsvoorwaarden verbonden aan de in bijlage 4 van dit besluit bedoelde functie van directeur.

Voor de betrekkingen van de personeelsleden die een aan een barema 14, 15 of 16 verbonden functie bekleden, op datum van 1 juli 2001, is het bedrag dat in aanmerking genomen wordt voor de berekening van de tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale zekerheidsbijdragen gelijk aan het barema dat overeenstemt met de vereiste kwalificatie voor de functie die hij bekleedt, zonder lager te zijn dan het barema 16. »

Art. 7. In het besluit van 24 februari wordt de als volgt opgestelde bepaling ingelast :

« Art. 68ter. De personeelsleden die een functie van monitor niveau 2 of niveau 3 bekleden op datum van 30 juni 2003 worden verondersteld te voldoen aan de bekwaamheidsvoorwaarden die verbonden zijn aan de functie van respectievelijk monitor niveau 2 of niveau 3, en zijn als dusdanig betoelaagbaar. »

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003, uitgezonderd artikel 6 dat gevolgen heeft vanaf 1 juli 2001.

Art. 9. Het Collegelid bevoegd voor het Gehandicaptenbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 september 2003.

Namens het College van de Franse Gemeenschap :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

W. DRAPS,

Collegelid belast met het Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met de Begroting

Bijlage 1 van het Besluit 2003/706 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het Besluit 99/262/B van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 februari 2000 betreffende de erkenning, de tegemoetkomingen en de subsidies aan ondernemingen met aangepast werk, zoals gewijzigd door het Besluit van 6 juni 2002

TITEL	FUNCTIEPROFIEL	MINIMALE KWALIFICATIEVEREISTEN	CODE LOONSCHAAL
1. DIRECTIEPERSONEEL			
A. Directeur	Hij leidt en coördineert een OAW waarvoor hij de algemene verantwoordelijkheid draagt.	Hoger niet-universitair onderwijs en blijk geven van een bijzondere kennis van de problemen waarmee gehandicapten worden geconfronteerd en 3 jaar ervaring in een leidinggevende functie of in één van de economische sectoren van de OAW of in de sector van de OAW.	13
B. Adjunct-directeur	Hij leidt en coördineert één of meerdere departementen (afdelingen-diensten) van een OAW en draagt er de algemene verantwoordelijkheid voor.	ofwel, hoger niet-universitair onderwijs en 3 jaar beroepservaring; ofwel, hoger secundair onderwijs en 5 jaar beroepservaring D18 in één van de economische sectoren van de OAW of in de sector van de OAW.	14
C. Directieassistent	Hij staat de directeur bij. Hij kan verantwoordelijk zijn voor één of meerdere departementen, maar hij mag geen verbintenissen aangaan voor de OAW buiten het dagelijks beheer.	ofwel, niet-universitair hoger onderwijs en 3 jaar beroepservaring; ofwel, hoger secundair onderwijs en 5 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de OAW of in de sector van de OAW of in een administratieve functie.	15
2. ADMINISTRATIEF PERSONEEL			
A. Administratief verantwoordelijke	Hij leidt, organiseert, voert complexe functies uit en controleert de administratie. Hij is beheerder van een administratieve ploeg.	ofwel, hoger niet-universitair onderwijs en 3 jaar beroepservaring. ofwel, hoger secundair onderwijs en 5 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de OAW of in de sector van de OAW of in een administratieve functie.	15
B. Administratief personeel "niv. 1" (met name directiesecretaris, boekhouder...)	Gekwalificeerd administratief medewerker : hij beheert administratieve dossiers onder de verantwoordelijkheid van de directie of van de administratief verantwoordelijke.	ofwel, hoger niet-universitair onderwijs; ofwel, hoger secundair onderwijs en 3 jaar beroepservaring in een administratieve functie. Er is geen gelijkstelling voor de functies van directiesecretaris of van boekhouder.	16
C. Administratief personeel "niv. 2 A"	Ervaren en autonoom administratief medewerker : secretaris, bediende aankoop, bediende lonen, bediende facturatie, administratief bediende, hulpboekhouder.	ofwel, hoger niet-universitair onderwijs; ofwel, hoger secundair onderwijs met 2 jaar beroepservaring in een administratieve functie; ofwel, lager secundair onderwijs met 5 jaar beroepservaring in een administratieve functie; ofwel, 3 jaar beroepservaring in een functie van loonschaal 18 of 19.	17

TITEL	FUNCTIEPROFIEL	MINIMALE KWALIFICATIEVEREISTEN	CODE LOONSCHAAL
D. Administratief personeel "niv. 2 B"	Administratief medewerker : secretaris, bediende facturatie, bediende aankoop, administratief bediende, bediende lonen, hulpboekhouder.	ofwel, hoger secundair onderwijs; ofwel, lager secundair onderwijs met 2 jaar beroepservaring in een administratieve functie; ofwel, 3 jaar beroepservaring zoals een functie van administratief personeel "niv. 3".	19
E. Administratief personeel "niv. 3"	Algemeen administratief medewerker : post, dactylo, ... Dit personeel werkt steeds onder de verantwoordelijkheid van een ander personeelslid.	ofwel, lager secundair onderwijs; ofwel, 6 jaar in het bijzonder onderwijs; ofwel, "contrat d'adaptation professionnel" in het gewone circuit; ofwel, leercertificaat; ofwel, specifieke beroepsopleiding; ofwel, 2 jaar beroepservaring in een administratieve functie.	20
3. COMMERCIEEL PERSONEEL			
A. Technisch-commercieel agent	Prospectie van het cliënteel. Hij evalueert en beheert de behoeften van de cliënt. Hij berekent de prijzen en beheert onder andere de bestekken.	ofwel, hoger niet-universitair onderwijs; ofwel, hoger secundair onderwijs en 3 jaar beroepservaring in een commerciële functie of in één van de economische sectoren van de OAW; ofwel, 7 jaar beroepservaring in een functie van loonschaal 17.	16
B. Commercieel afgevaardigde	Hij werkt onder de verantwoordelijkheid van een hiërarchische meerdere : prospectie van het cliënteel, evaluatie van de behoeften van de cliënten en berekening van de prijzen.	ofwel, hoger niet-universitair onderwijs; ofwel, hoger secundair onderwijs en 2 jaar beroepservaring in een commerciële functie of in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige economische sector; ofwel, lager secundair onderwijs en 5 jaar beroepservaring in een commerciële functie of in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige economische sector; ofwel, 3 jaar beroepservaring in een functie van loonschaal 18 of 19.	17
C. Commercieel assistent	Prospectie cliënteel, verkoop en/of bijstand aan de technisch-commercieel agent of aan de commercieel afgevaardigde.	ofwel, hoger secundair onderwijs; ofwel, lager secundair onderwijs met 2 jaar beroepservaring in een commerciële functie of in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige economische sector; ofwel, 3 jaar beroepservaring als uitvoerend administratief personeel niveau 3 of in een commerciële functie of in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige economische sector.	19

TITEL	FUNCTIEPROFIEL	MINIMALE KWALIFICATIEVEREISTEN	CODE LOONSCHAAL
4. PSYCHO-PARAMEDISCH-SOCIAAL PERSONEEL			
A. Psycholoog of Kinesitherapeut		Universitair hoger onderwijs.	15
B. Sociaal assistent of Assistent in de psychologie	Sociale of psychologische begeleiding.	Niet-universitair hoger onderwijs.	16
C. Gegradueerd paramedicus	Kinesithérapie, ergotherapie, sociaal verpleegkundige	Hoger niet-universitair onderwijs.	16
5. TECHNISCH BEDIENDENPERSONEEL			
A. Technisch verantwoordelijke	Verantwoordelijke beheer gebouw, onderhoud, energie, veiligheid : uitvoering, administratie, algemene verantwoordelijkheid, ontwerp van projecten.	ofwel, niet-universitair hoger onderwijs en 3 jaar beroepservaring; ofwel, hoger secundair onderwijs en 5 jaar beroepservaring in een technische of logistieke functie; ofwel, 3 jaar beroepservaring als technisch beheerder.	15
B. Licentiaat informaticus		Universitair onderwijs richting informatica, elektronica of elektromechanica.	15
C. Gegradueerd informaticus		niet-universitair onderwijs richting informatica, elektronica of elektromechanica.	16
D. Technisch beheerder	Hij beheert onder de verantwoordelijkheid van een hiërarchische meerdere : gebouwen, onderhoud, energie, veiligheid, ontwerp van projecten	ofwel, niet-universitair hoger onderwijs; ofwel, hoger secundair onderwijs en 2 jaar beroepservaring in een technische of logistieke functie; ofwel, 7 jaar beroepservaring in een functie van loonschaal 17.	16
E. Gekwalificeerd technisch agent "niv. 1"	Hij beheert en voert op autonome wijze een gespecialiseerd werk uit dat beroepsbekwaamheid vereist, initiatief en verantwoordelijkheidszin, (Electriciteit - Elektronica - Informatica - Automatisering - Regeling - Mechanica -...)	ofwel, niet-universitair hoger onderwijs; ofwel, hoger secundair onderwijs met 2 jaar beroepservaring in een technische functie; ofwel, lager secundair onderwijs met 5 jaar beroepservaring in een technische functie; ofwel, 3 jaar beroepservaring in een functie van loonschaal 18 of 19.	17
F. a. Gekwalificeerd technisch agent "niv. 2" begeleider	Hij voert met bekwaamheid en op autonome wijze een afwisselende taak uit die initiatief en redeneervermogen vereist en die de verantwoordelijkheid voor de uitvoering ervan omvat. Hij helpt een monitor en begeleidt een ploeg van enkele werknemers waarvan hij deel uitmaakt.	ofwel, hoger secundair onderwijs; ofwel, lager secundair onderwijs met 2 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige economische sector; ofwel, 3 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige economische sector.	19 + 25 (195)

TITEL	FUNCTIEPROFIEL	MINIMALE KWALIFICATIEVEREISTEN	CODE LOONSCHAAL
<i>F. b.</i> Gekwalificeerd technisch agent "niv. 2"	Hij voert met bekwaamheid en op autonome wijze een afwisselende taak uit die initiatief en redeneervermogen vereist en die de verantwoordelijkheid voor de uitvoering ervan omvat.	<p>ofwel, hoger secundair onderwijs;</p> <p>ofwel, lager secundair onderwijs met 2 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige economische sector;</p> <p>ofwel, 3 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige economische sector.</p>	19
<i>G. a.</i> Half-gekwalificeerd technisch agent-begeleider	<p>Hij voert met bekwaamheid en op autonome wijze een afwisselende taak uit maar met een beperkt initiatiefniveau.</p> <p>Zijn verantwoordelijkheid is beperkt door occasionele controles.</p> <p>Hij helpt een monitor en begeleidt een ploeg van enkele werknemers waarvan hij deel uitmaakt.</p>	<p>ofwel, lager secundair onderwijs;</p> <p>ofwel, "contrat d'adaptation professionnelle" in het gewone circuit;</p> <p>ofwel, leercertificaat;</p> <p>ofwel, 6 jaar in het bijzonder onderwijs;</p> <p>ofwel, specifieke beroepsopleiding;</p> <p>ofwel, 2 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige economische sector.</p>	21 + 25 (215)
<i>G. b.</i> Half gekwalificeerd technisch agent	<p>Hij voert met bekwaamheid en op autonome wijze een afwisselende taak uit maar met een beperkt initiatiefniveau.</p> <p>Zijn verantwoordelijkheid is beperkt door occasionele controles.</p>	<p>ofwel, lager secundair onderwijs;</p> <p>ofwel, "contrat d'adaptation professionnelle" in het gewone circuit;</p> <p>ofwel, leercertificaat;</p> <p>ofwel, 6 jaar in het bijzonder onderwijs;</p> <p>ofwel, specifieke beroepsopleiding;</p> <p>ofwel, 2 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige economische sector.</p>	21
<i>H.</i> niet-gekwalificeerd technisch agent	<p>Hij voert op autonome wijze eenvoudige en afwisselende taken uit.</p> <p>Zijn verantwoordelijkheid is beperkt door regelmatige controles.</p>	Geen vereisten	22

TITEL	FUNCTIEPROFIEL	MINIMALE KWALIFICATIEVEREISTEN	CODE LOONSCHAAL
6. MONITORPERSONEEL			
A. Hoofdmonitor	<p>Bovenop de taken toegekend aan monitoren van "niv. 1" heeft hij de verantwoordelijkheid over een ploeg monitoren en hun gehandicapte werknemers. Hij beheert de planning, de voorbereiding van de werkzaamheden en de uitrusting van verschillende ploegen of sectoren.</p> <p>Hij verdeelt de taken onder de monitoren.</p> <p>Hij waarborgt een sociaal en professioneel overleg voor verschillende ploegen of afdelingen.</p>	<p>ofwel hoger niet-universitair onderwijs en 3 jaar beroepservaring;</p> <p>ofwel hoger middelbaar onderwijs en 5 jaar beroepservaring in de omkadering van gehandicapte personen of in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige economische sector;</p> <p>ofwel 3 jaar beroepservaring als monitor "niv.1".</p>	15
B. Monitor "niv. 1"	<p>Hij omkadert de gehandicapte werknemers en is verantwoordelijk voor de kwaliteit van het werk.</p> <p>Hij neemt de volgende verantwoordelijkheden op zich : organisatie van de werkplanning, contacten met het cliënteel, aanpassing van de werkposten, onthaal en vorming van de gehandicapte werknemers in de afdeling, beheer van de arbeidsrelaties en van bepaalde individuele problemen in de ploeg.</p> <p>Hij neemt deel aan de evaluatie van de capaciteiten van de werknemers.</p>	<p>ofwel hoger niet-universitair onderwijs;</p> <p>ofwel hoger middelbaar onderwijs met 2 jaar beroepservaring in de omkadering van gehandicapte personen of in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige economische sector;</p> <p>ofwel 7 jaar beroepservaring als monitor van "niv. 2".</p>	16
C. Monitor "niv. 2"	<p>Hij omkadert en is verantwoordelijk voor een ploeg waarmee hij werkt.</p> <p>Hij neemt deel aan de planning van deze ploeg en controleert de kwaliteit van het werk onder de verantwoordelijkheid van een derde persoon.</p> <p>Hij neemt deel aan de professionele vorming van de gehandicapte werknemers.</p>	<p>ofwel hoger niet-universitair onderwijs;</p> <p>ofwel hoger middelbaar onderwijs met 2 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de BW of in een gelijksoortige economische sector of in de omkadering van gehandicapte personen;</p> <p>ofwel lager middelbaar onderwijs met 5 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de BW of in een gelijksoortige economische sector of in de omkadering van gehandicapte personen;</p> <p>ofwel 3 jaar beroepservaring in één functie van loonschaal 18 of 19.</p>	17
D. Monitor "niv. 3"	<p>Hij omkadert en is verantwoordelijk voor een kleine ploeg onder de regelmatige supervisie van een derde persoon en neemt deel aan het werk en aan de eindcontrole.</p>	<p>ofwel hoger middelbaar onderwijs;</p> <p>ofwel lager middelbaar onderwijs met 2 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de BW of in een gelijksoortige economische sector of in de omkadering van gehandicapte personen;</p> <p>ofwel 3 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige sector of in de omkadering van gehandicapte personen.</p>	18

TITEL	FUNCTIEPROFIEL	MINIMALE KWALIFICATIEVEREISTEN	CODE LOONSCHAAL
7. TECHNISCH EN PRODUCTIEPERSONEEL (ARBEIDERS)			
A. Geschoold arbeider "niv. 1"	Hij beheert en voert autonoom een gespecialiseerd werk uit dat beroepsbekwaamheid, initiatief en verantwoordelijkheidsgevoel vraagt. (Elektriciteit - Elektronica - Elektromechanica - Informatica - Automatisering - Regelsystemen - Mechanica,...)	ofwel hoger niet-universitair onderwijs; ofwel hoger middelbaar onderwijs met 2 jaar beroepservaring in een technische functie; ofwel lager middelbaar onderwijs met 5 jaar beroepservaring in een technische functie; ofwel 3 jaar beroepservaring in een functie van loonschaal 18 of 19.	17
B. a. Geschoold arbeider "niv. 2" begeleider	Hij voert autonoom en bekwaam een uiteenlopend werk uit dat initiatief en redenering vraagt en dat verantwoordelijkheid eist voor de uitvoering ervan. Hij helpt een monitor door een ploeg van enkele werknemers te vergezellen waarvan hij deel uitmaakt.	ofwel hoger middelbaar onderwijs; ofwel lager middelbaar onderwijs met 2 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de BW of in een gelijksoortige economische sector; ofwel 3 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de BW of in een gelijksoortige economische sector.	19 + 25 (195)
B. b. Geschoold arbeider "niv. 2"	Hij voert autonoom en bekwaam een uiteenlopend werk uit dat initiatief en redenering vraagt en dat verantwoordelijkheid vereist voor de uitvoering ervan.	ofwel hoger middelbaar onderwijs; ofwel lager middelbaar onderwijs met 2 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige economische sector; ofwel 3 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige economische sector.	19
C. a. Semi-geschoold arbeider-begeleider	Hij voert autonoom en bekwaam een uiteenlopend werk uit, maar met een beperkt initiatief. Zijn verantwoordelijkheid wordt beperkt door toevallige controles. Hij helpt een monitor door een ploeg van enkele werknemers te begeleiden waarvan hij zelf deel uitmaakt.	ofwel lager middelbaar onderwijs; ofwel "contrat d'adaptation professionnelle" in het gewone circuit; ofwel leercertificaat; ofwel 6 jaar buitengewoon onderwijs; ofwel specifieke beroepsopleiding; ofwel 2 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige economische sector.	21 + 25 (215)
C. b. Semi-geschoold arbeider	Hij voert autonoom en bekwaam een uiteenlopend werk uit, maar met een beperkt initiatief. Zijn verantwoordelijkheid wordt beperkt door toevallige controles. Hij helpt een monitor door een ploeg van enkele werknemers te begeleiden waarvan hij zelf deel uitmaakt.	ofwel lager middelbaar onderwijs; ofwel "contrat d'adaptation professionnelle" in het gewone circuit; ofwel leercertificaat; ofwel 6 jaar buitengewoon onderwijs; ofwel specifieke beroepsopleiding; ofwel 2 jaar beroepservaring in één van de economische sectoren van de OAW of in een gelijksoortige economische sector.	21
D. Ongeschoold arbeider "niv. 1"	Hij voert autonoom eenvoudig en uiteenlopend werk uit. Zijn verantwoordelijkheid wordt beperkt door regelmatige controles.	Geen vereisten	22

TITEL	FUNCTIEPROFIEL	MINIMALE KWALIFICATIEVEREISTEN	CODE LOONSCHAAL
E. Ongeschoold arbeider "niv. 2"	Deze functie wordt voorbehouden voor een gehandicapt persoon. Eenvoudige werkzaamheden waarvan de uitvoering ofwel een belangrijke fysieke inspanning vergt, ofwel aanhoudende aandacht en een elementaire praktische vorming. Regelmatige controles zijn noodzakelijk.	Geen vereisten	23
F. Ongeschoold arbeider "niv. 3"	Deze functie wordt voorbehouden voor een gehandicapt persoon. Eenvoudige werkzaamheden waarvan de uitvoering ofwel een matige fysieke inspanning vergt of een matige aandacht. Regelmatige controles zijn onontbeerlijk.	Geen vereisten	24
G. Ongeschoold arbeider "niv. 4"	Deze functie wordt voorbehouden voor een gehandicapt persoon. Eenvoudige werkzaamheden waarvan de uitvoering slechts een kleine fysieke inspanning vergt en een elementaire aandacht. Constance controles zijn onontbeerlijk.	Geen vereisten	24

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 4004

[C - 2003/31509]

2 OCTOBRE 2003. — Arrêté 2003/871 du Collège de la Commission communautaire française clôturant la session ordinaire de l'Assemblée de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,
Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment son article 71,
Arrête :

Article 1^{er}. La session ordinaire de l'Assemblée de la Commission communautaire française est close.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 16 octobre 2003.

Bruxelles, le 2 octobre 2003.

Pour le Collège :
E. TOMAS
Ministre-Président du Collège

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 4004

[C - 2003/31509]

2 OKTOBER 2003. — Besluit 2003/871 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie sluitende de gewone zitting van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, meer bepaald artikel 71,
Besluit :

Artikel 1. De gewone zitting van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie wordt opgeheven.